B

Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 16 décembre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° "relatif à la création de centres de coordination", a donné le 21 décembre 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e december 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr "betreffende de oprichting van coördinatiecentra", heeft de 21e december 1982 het volgend advies gegeven :

30 DEC 1982

PREAMBULE.

L'alinéa 1er vise notamment l'article 1er, 5°, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. Cette disposition est étrangère à l'objet du projet; sa mention devrait être omise.

L'alinéa 3 contient un visa de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 2, § 1er, 2°. Cette dernière disposition ne peut constituer le fondement légal de la disposition dérogatoire énoncée à l'article 6, § 1er (a), du texte soumis au Conseil d'Etat. Il y a lieu, à cet égard, de se référer aux observations faites par le Conseil d'Etat, à propos de cet article 6, § 1er (a). Par conséquent, l'alinéa 3 du préambule devrait être omis.

EXAMEN DU PROJET.

OBJET DU PROJET D'ARRETE ROYAL.

Le projet d'arrêté tend à favoriser la création de sociétés de droit belge dotées de la personnalité juridique et l'implantation en Belgique de succursales de sociétés de droit étranger, qui auront pour unique objet de développer ou de centraliser diverses activités au seul profit de tout ou partie des sociétés appartenant au même groupe qu'elles.

./.

Selon le projet, les avantages accordés aux sociétés et succursales qui seront créées sont de deux ordres: d'une part, elles obtiendront une exonération de l'impôt sur leurs bénéfices, d'autre part, le personnel de cadre et les chercheurs de nationalité étrangère qui travailleront en Belgique pour ces sociétés ou pour ces succursales, ne seront soumis ni à certaines dispositions de la législation relative à la sécurité sociale des travailleurs, ni à l'obligation d'être titulaires d'un permis de travail ou d'une carte professionnelle.

Par ces mesures, le Gouvernement a pour but d'attirer des investissements en Belgique afin que soient créés de nouveaux emplois principalement en faveur des personnes qui sont actuellement au chômage.

DISPOSITIF.

Compte tenu de la brièveté de l'arrêté en projet, il est superflu de le diviser en chapitres.

Article 1er.

I. L'article 1er du projet tend à définir la notion de "centre de coordination" au sens de l'arrêté en projet. Il serait dès lors plus logique d'indiquer déjà dans cet article l'activité que doit exercer un tel centre, activité qui est un élément constitutif de la notion de "centre de coordination".

./.

II. Selon le délégué du Ministre, il faut entendre par "établissement belge de société ayant la personnalité juridique et constituée en pays étranger" la succursale belge d'une société de droit étranger. Par ailleurs, la société belge ou la société étrangère dont relève la succursale belge doit faire partie d'un groupe, tel que l'article 2 le définit. Par contre, les conditions fixées à l'article 3 doivent être remplies soit par la société belge, soit par la succursale belge de la société étrangère.

III. Le "centre de coordination" doit avoir pour objet exclusif le développement et la centralisation d'une ou de plusieurs activités définies par l'article 3 du texte soumis au Conseil d'Etat et qui sont exercées au seul profit de tout ou partie des sociétés qui appartiennent au même groupe que le centre.

Les activités d'assurance et de réassurance exercées par le centre sont celles qui sont accomplies pour les seules sociétés du groupe : il s'agit, selon le délégué du Ministre, de la centralisation des opérations de couverture des risques qui résultent des activités de ces diverses sociétés ou auxquels sont soumises ces dernières.

La rédaction suivante est proposée pour l'article

"Article 1er.-

Au sens du présent arrêté, l'expression "centre de coordination" désigne toute société ayant la personnalité juridique, constituée sous l'une des formes prévues au titre IX du livre 1er du Code de commerce, ainsi que toute succursale belge d'une société étrangère ayant la

./.

personnalité juridique, à la condition que la société belge ou la société étrangère fasse partie d'un groupe et que la société belge ou la succursale belge exerce une activité visée à l'alinéa 2.

Le "centre de coordination",dénommé ci-après "centre",doit avoir pour objet exclusif le développement et la centralisation d'une ou de plusieurs activités énumérées ci-après et exercées au seul profit de tout ou partie des sociétés du groupe: ... (la suite comme à l'article 3, 1), du texte soumis au Conseil d'Etat)".

Article 2.

L'article 2 trouve son origine dans les articles 1er, 2 et 3 de la "proposition modifiée d'une septième directive sur la base de l'article 54, paragraphe 3, sous g), du traité C.E.E. concernant les comptes du groupe" (J.O.n° C.14, du 17 janvier 1979).

Le texte suivant est proposé :

"Article 2.-

§ 1er. Le terme "groupe" désigne l'ensemble des sociétés affiliées qui, en raison des participations directes ou indirectes d'une ou de plusieurs d'entre elles dans une ou plusieurs autres, sont placées sous une direction unique.

Il est présumé qu'une société forme un groupe avec une autre société lorsque cette dernière détient directement ou indirectement vingt pour cent ou plus du capital de la première ou des voix attachées aux parts émises par celle-ci.

./.

§ 2. Toutes les parts que plusieurs sociétés formant un groupe détiennent dans une autre société, sont comptées ensemble pour établir la participation de l'une de ces sociétés dans l'autre société".

Article 3.

Selon le délégué du Ministre, la condition énoncée sous le 3) implique que le centre doit occuper simultanément au moins dix personnes à l'expiration des deux années qui suivent le début de son activité. Pendant ces deux années, le centre peut occuper un nombre inférieur de personnes.

Le texte suivant est proposé (1):

"Article 3.-

Pour bénéficier des avantages prévus aux articles (4) et (5), le centre doit être reconnu par application de l'article (6) et satisfaire aux conditions suivantes :

1. faire partie d'un groupe dont le capital et les réserves atteignent le montant consolidé de un milliard de francs, et le chiffre d'affaires le montant consolidé de dix milliards de francs;

2. employer en Belgique au moins dix personnes à l'expiration du délai de deux ans qui suit le début de son activité".

- -

(1) Par suite de la proposition de suppression de l'article 4 - dont la fusion avec l'article 7 sera suggérée - les articles 5 et suivants recevraient une nouvelle numérotation qui est retenue dans les textes proposés.

Article 4.

Selon le délégué du Ministre, tous les avantages prévus par l'arrêté en projet sont soumis à la limite de temps fixée par l'article 4. Ce ne sont donc pas seulement les avantages fiscaux, comme le déclare, par l'effet d'une inadvertance, le rapport au Roi, mais aussi les avantages énumérés à l'article 6 qui sont soumis à la condition de temps indiquée audit article 4.

Un texte unique sera proposé pour les dispositions contenues dans l'article 4 et dans l'article 7 du texte soumis au Conseil d'Etat.

Article 5 (devenant l'article 4).

Il ressort du rapport au Roi et des déclarations du délégué du Ministre que le centre pourra être soumis à l'impôt pour les tantièmes et les rémunérations payées aux administrateurs, qui ne constituent normalement pas des dépenses déductibles, pour les dépenses non admises et pour les avantages anormaux qui lui sont consentis. Dès lors, l'exclusion de l'article 126, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus a pour effet de soumettre ces éléments à l'impôt, sans réduction.

Par ailleurs, il convient de reproduire les termes mêmes du Code des impôts sur les revenus.

./.

Dès lors, le texte suivant est proposé pour les paragraphes 1er et 2 :

"§ 1er. Les bénéfices du centre constitué sous la forme d'une société qui possède la personnalité juridique et qui a en Belgique son siège social ou son principal établissement sont exonérés de l'impôt des sociétés lorsqu'ils sont distribués aux actions et aux parts de capitaux investis ou lorsqu'ils sont maintenus dans le patrimoine du centre.

§ 2. Les bénéfices produits à l'intervention du centre constitué sous la forme d'un établissement belge d'une société qui n'a pas en Belgique son siège social ou son principal établissement, sont exonérés de l'impôt des non-résidents lorsqu'ils sont maintenus au profit de l'établissement belge ou transférés au principal établissement de la société étrangère".

Article 6 (devenant l'article 5).

L'article 6, § 1er, (a), porte :

"§ 1er. Les cadres et chercheurs de nationalité étrangère au service du centre ne sont pas soumis, pour la durée de leur emploi dans le centre :

(a) aux dispositions de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernan la sécurité sociale des travailleurs;".

Cette disposition exceptionnelle est, en premier lieu, contraire à la Convention n° 102 concernant la norme minimum de la sécurité sociale, adoptée à Genève le 28 juin 1952 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail, approuvée par la loi du 11 septembre 1959. En effet, l'article 68.1 dispose : "1. Les résidents qui ne sont pas des nationaux doivent avoir les mêmes droits que les résidents

./.

qui sont des nationaux.....". Aucune clause de la Convention indiquée n'énonce de dérogation qui puisse être invoquée en l'espèce.

Ledit article 6, §1er, (a), du projet est, en second lieu, contraire à l'article 3 du Règlement n° 1408/71 du 14 juin 1971 du Conseil des Communautés européennes, relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté. En son paragraphe 1er, cet article dispose comme suit :

> "Les personnes qui résident sur le territoire de l'un des Etats membres et auxquelles les dispositions du présent règlement sont applicables sont soumises aux obligations et sont admises au bénéfice de la législation de tout Etat membre dans les mêmes conditions que les ressortissants de celui-ci, sous réserve de dispositions particulières contenues dans le présent règlement".

La disposition du projet présentement examiné est, au surplus, contraire à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. L'article 2, §1er, 2°, de cette loi du 27 juin 1969 habilite sans doute le Roi à "limiter, pour certaines catégories de travailleurs qu'Il détermine, l'application de la présente loi à un ou plusieurs des régimes énumérés à l'article 5". Mais, si cette habilitation autorise le Roi à établir, parmi les travailleurs, des catégories distinctes selon la nature de leurs activités, elle ne L'autorise pas à établir des distinctions en raison de la nationalité des travailleurs.

Il appartiendra donc au Gouvernement de revoir l'article 6, § 1er, (a), compte tenu des observations qui précèdent.

./.

Le paragraphe 2 de l'article devrait être précisé, notamment en indiquant les dispositions de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 auxquelles il déroge.

Article 7 (devenant l'article 6).

Selon le délégué du Ministre, le bénéfice de l'arrêté en projet est réservé aux centres qui seront créés après la mise en vigueur de cet arrêté. Cette précision doit être indiquée dans le texte de l'arrêté. Le texte proposé par le Conseil d'Etat pour l'article 7 (devenant l'article 6) a notamment été complété à cet effet. Par ailleurs, il reprend la substance de l'article 4, telle qu'elle a été précisée par le délégué du Ministre.

L'article pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 6.-

§ 1er. Le présent arrêté s'applique aux centres créés après son entrée en vigueur.

§ 2. Le centre qui satisfait aux conditions visées à l'article 3 est reconnu conjointement par le Ministre des Finances et par le Ministre des Affaires économiques.

Le centre doit être reconnu dans les trois ans qui suivent la publication du présent arrêté pour pouvoir bénéficier des avantages prévus par celui-ci.

§ 3. Les avantages visés aux articles (4) et (5) sont accordés au centre à partir du jour de la notification à celui-ci de la reconnaissance prévue au paragraphe 2 jusqu'au 31 décembre de la quinzième année qui suit celle au cours de laquelle la notification a eu lieu".

AANHEF.

Het eerste lid verwijst inzonderheid naar artikel 1, 5°, van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning. Deze bepaling houdt geen verband met het doel van het ontwerp; de vermelding ervan moet worden weggelaten.

In het derde lid wordt verwezen naar de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid naar artikel 2, § 1, 2°. Deze laatste bepaling kan geen rechtsgrond zijn voor de afwijkende bepaling, vervat in artikel 6, § 1, (a) van de aan de Raad van State voorgelegde tekst. In dit verband moge worden verwezen naar de opmerkingen die de Raad van State verderop omtrent artikel 6, § 1, (a) zal maken. Het derde lid van de aanhef zou bijgevolg weggelaten moeten worden.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

DOEL VAN HET ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT.

Het ontwerp beoogt te bevorderen dat rechtspersoonlijkheid bezittende vennootschappen naar Belgisch recht worden opgericht en dat in België filialen van vennootschappen naar buitenlands recht worden gevestigd, wier enig doel erin zal bestaan verschillende activiteiten ten voordele van het geheel of een deel van de tot dezelfde groep als zij behorende vennootschappen te ontwikkelen of te centraliseren.

./.

Volgens het ontwerp zijn de aan de op te richten vennootschappen en filialen toegekende voordelen tweeërlei : enerzijds zullen zij vrijstelling van belasting op hun winsten genieten, anderzijds zullen het kaderpersoneel en de wetenschappelijke onderzoekers van vreemde nationaliteit die in België voor die vennootschappen of filialen zullen werken, niet onderworpen zijn aan sommige bepalingen van de wetgeving op de sociale zekerheid van de werknemers en evenmin aan de verplichting om houder te zijn van een arbeidskaart of een beroepkaart.

Met die maatregelen beoogt de Regering investeringen in België aan te trekken opdat hoofdzakelijk ten voordele van de personen die thans werkloos zijn nieuwe arbeidsplaatsen worden geschapen.

BEPALEND GEDEELTE.

Het ontwerp-besluit is zo kort, dat het niet in hoofd stukken behoeft te worden ingedeeld.

Artikel 1.

I. Artikel 1 van het ontwerp beoogt het begrip "coördinatiecentrum" te definiëren in de zin van het ontworpen besluit. Vandaar dat het logischer zou zijn om de werkzaamhei die een zodanig centrum uit te oefenen heeft en die een onderdeel is van het begrip "coördinatiecentrum", reeds in dit artikel te vermelden.

./.

II. Volgens de gemachtigde van de Minister dient men onder "Belgische inrichting van een in het buitenland opgericht vennootschap met rechtspersoonlijkheid" een Belgisch filiaal van een vennootschap naar buitenlands recht te verstaan. Overigens dient de Belgische vennootschap of de buitenlandse vennootschap waartoe het Belgisch filiaal behoort deel uit te maken van een groep zoals die in artikel 2 wordt omschreven. Daarentegen dienen de bij artikel 3 bepaalde voorwaarden ofwel door de Belgische vennootschap, ofwel door het Belgisch filiaal van de buitenlandse vennootschap te zijn vervuld.

III. Het enige doel van het "coördinatiecentrum" moet zijn het ontwikkelen en centraliseren van een of meer in artikel 3 van de aan de Raad van State voorgelegde tekst omschreven activiteiten die alleen uitgeoefend worden ten voordele van het geheel of van een deel van de vennootschappen welke tot dezelfd groep als het centrum behoren.

De activiteiten op het gebied van verzekering en van herverzekering die door het centrum worden uitgeoefend zijn die welke uitsluitend voor de vennootschappen van de groep ontwikkeld worden : volgens de gemachtigde van de Minister gaat het om het centraliseren van de verrichtingen voor het dekken van de risico's die uit de werkzaamheden van die verschillende vennootschappen ontstaan of waaraan deze laatste zijn blootgesteld.

De volgende formulering wordt voor het artikel voorgesteld :

"Artikel 1.-

In de zin van dit besluit doelt de term "coördinatiecentrum" op iedere vennootschap met rechtspersoonlijkheid die opgericht is in een van de in titel IX van boek I van het

./.

Wetboek van Koophandel bepaalde vormen, alsook op ieder Belgisch filiaal van een buitenlandse vennootschap met rechtspersoonlijkheid, mits de Belgische vennootschap of de buitenlandse vennootschap deel uitmaakt van een groep en de Belgische vennootschap of het Belgisch filiaal een in het tweede lid bedoelde activiteit uitoefent.

Het "coördinatiecentrum", hierna "centrum" genoemd, moet als enig doel hebben de ontwikkeling en de centralisering van een of meer van de hierna opgesomde, uitsluitend ten voordele van het geheel of van een deel van de vennootschappen van de groep uitgeoefende activiteiten : ... (voorts zoals in artikel 3, 1) van de aan de Raad van State voorgelegde tekst)".

Artikel 2.

Artikel 2 vindt zijn oorsprong in de artikelen 1, 2 e 3 van het "Gewijzigd voorstel voor een zevende richtlijn op grond van artikel 54, lid 3, sub g), van het E.E.G.-Verdrag inzake de concernjaarrekening".(Publikatieblad, nr C.14, van 17 januari 1979).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

§ 1. De term "groep" doelt op het geheel van verbonde vennootschappen die, ten gevolge van de rechtstreekse of onrechtstreekse participaties van een of meer van hen in een of meer andere vennootschappen, onder één en dezelfde leiding staa

Een vennootschap wordt geacht met een andere vennootschap een groep te vormen wanneer deze laatste rechtstreeks of onrechtstreeks ten minste twintig percent van het kapitaal van de eerstgenoemde vennootschap bezit of ten minste twintig percent van de stemrechten, verbonden aan de door deze uitgegeven aandelen.

./.

§ 2. Al de aandelen die verscheidene vennootschappen een groep vormende in een andere vennootschap bezitten, worden samengeteld om de participatie van een van die vennootschappen in de andere vennootschap te bepalen".

Artikel 3.

Volgens de gemachtigde van de Minister houdt de sub 3 geformuleerde voorwaarde in dat het centrum ten minste tien personen gelijktijdig tewerk dient te stellen na verloop van twee jaar sinds het met zijn activiteiten is begonnen. Gedurend die twee jaar mag het centrum minder personen tewerk stellen.

De volgende tekst wordt voorgesteld (1) :

"Artikel 3.-

"Om in aanmerking te komen voor de voordelen waarin d artikelen (4) en (5) voorzien, dient het centrum overeenkomstig artikel (6) erkend te zijn en aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1. deel uitmaken van een groep waarvan het kapitaal en de reser ves het geconsolideerde bedrag van één miljard frank, en het omzetcijfer het geconsolideerde bedrag van tien miljard fran bereiken;

2. in België ten minste tien personen tewerk stellen na verloop van twee jaar sinds het met zijn activiteiten is begonnen".

./.

---

(1) Het wegvallen van artikel 4 - er wordt hierna voorgesteld dat artikel samen te voegen met artikel 7 - brengt mee dat de artikelen 5 en volgende een nieuwe nummering krijgen, die in de voorgestelde teksten in acht is genomen.

Artikel 4.

Volgens de gemachtigde van de Minister geldt voor alle voordelen die bij het ontworpen besluit worden verleend de bij artikel 4 vastgestelde tijdslimiet. Niet alleen voor de belastingvoordelen zoals in het verslag aan de Koning abusievelijk beweerd wordt maar ook voor de in artikel 6 opgesomde voordelen geldt dus de in artikel 4 vastgestelde tijdslimiet.

Voor de bepalingen die in de artikelen 4 en 7 van de aan de Raad van State voorgelegde tekst vervat zijn, wordt één enkele tekst voorgesteld.

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Uit het verslag aan de Koning en uit de verklaringen van de gemachtigde van de Minister blijkt dat het centrum aan de belasting onderworpen zal kunnen worden voor "de tantièmes en de vergoedingen betaald aan de beheerders, die normaal geen aftrekbare uitgaven uitmaken, voor de verworpen uitgaven en voor de abnormale voordelen die aan het centrum worden verleend Het feit dat de toepassing van artikel 126, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt uitgesloten,heeft dan ook tot gevolg dat die bestanddelen aan de belasting worden onderworpen, zonder aftrek.

Overigens behoren de bewoordingen zelf van het Wetboe van de inkomstenbelastingen te worden overgenomen.

./.

Derhalve wordt voor de paragrafen 1 en 2 de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. De winsten van het centrum dat opgericht is in de vorm van een vennootschap die rechtspersoonlijkheid bezit en in België haar maatschappelijke zetel of haar voornaamste inrichting heeft, zijn vrijgesteld van de vennootschapsbelasting wanneer die winsten worden uitgekeerd op de aandelen en deelbewijzen van belegde kapitalen of wanneer zij in het vermogen van het centrum worden gehouden.

§ 2. De winsten behaald door toedoen van het centrum dat opgericht is in de vorm van een Belgische inrichting van een vennootschap die haar maatschappelijke zetel of haar voornaamste inrichting niet in België heeft, zijn vrijgesteld van de belasting der niet-verblijfhouders wanneer die winsten ten voordele van de Belgische inrichting worden behouden of aan de voornaamste inrichting van de buitenlandse vennootschap worden overgedragen".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Artikel 6, § 1, (a), bepaalt :

"§ 1. Het kaderpersoneel en de vorsers van vreemde nationaliteit in dienst van een centrum zijn voor de duur van hun tewerkstelling in het centrum niet onderworpen :

(a) aan de bepalingen van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;".

Deze uitzonderingsbepaling is in de eerste plaats in strijd met het Verdrag nr 102 betreffende de minimumnormen der sociale zekerheid, aangenomen op 28 juni 1952 te Genève, door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie goedgekeurd bij de wet van 11 september 1959. Artikel 68.1. van

./.

dat Verdrag bepaalt immers :

> "1. De verblijvende personen die geen onderdanen zijn moeten dezelfde rechten hebben als de verblijvende personen die onderdanen zijn ...".

Geen enkele bepaling van het Verdrag voorziet in een afwijking waarop men zich in het onderhavige geval zou kunnen beroepen.

Het aangehaalde artikel 6, § 1, (a), van het ontwerp is ook nog in strijd met artikel 3 van de Verordening nr 1408/71 van 14 juni 1971 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op loontrekkenden en hun gezinnen, die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen. Lid 1 van dat artikel bepaalt :

> "Personen die op het grondgebied van een der Lid-Staten wonen en op wie de bepalingen van deze verordening van toepassing zijn, hebben de rechten en verplichtingen voortvloeiende uit de wetgeving van elke Lid-Staat onder dezelfde voorwaarden als de onderdanen van die Staat, behoudens bijzondere bepalingen van deze verordening".

De bepaling van het thans onderzochte ontwerp is bovendien in strijd met de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. Artikel 2, § 1, 2°, van die wet van 27 juni 1969 machtigt de Koning weliswaar om "voor zekere categorieën werknemers die Hij bepaalt, de toepassing van deze wet tot een of meer van de bij artikel 5 opgesomde regelingen (te) beperken". Maar, al kan de Koning op grond van die machtiging, de werknemers in diverse categorieën indelen volgens de aard van hun werkzaamheden, het is hem niet toegestaan enig onderscheid te maken naar gelang van de nationaliteit van de werknemers.

De Regering zal artikel 6, § 1, (a), dan ook dienen te herzien met inachtneming van de hierboven gemaakte opmerkingen.

./.

Paragraaf 2 van het artikel zou verduidelijkt moeten worden, namelijk door de vermelding van de bepalingen van het koninklijk besluit nr 34 van 20 juli 1967 waarvan wordt afgeweken.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

Volgens de gemachtigde van de Minister komen voor het ontwerp alleen in aanmerking de centra die zullen worden opgericht na de inwerkingtreding van het besluit. Dat moet met zoveel woorden in de tekst van het besluit worden gezegd. De teks die door de Raad van State voor artikel 7 (dat artikel 6 wordt) wordt voorgesteld, is onder meer met dat doel aangevuld. Voorts neemt die tekst de stof van artikel 4 over, zoals die door de gemachtigde van de Minister is gepreciseerd.

Het artikel zou derhalve als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

§ 1. Dit besluit is van toepassing op de centra die n zijn inwerkingtreding zijn opgericht.

§ 2. Het centrum dat voldoet aan de voorwaarden bepaa in artikel 3, wordt erkend tegelijk door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken.

Het centrum moet erkend zijn binnen drie jaar na de bekendmaking van dit besluit, wil het voor de voordelen ervan i aanmerking komen.

./.

§ 3. De voordelen bedoeld in de artikelen (4) en (5) worden aan het centrum verleend vanaf de dag dat het in kennis wordt gesteld van de in paragraaf 2 bedoelde erkenning en tot 31 december van het vijftiende jaar volgend op het jaar waarin de kennisgeving heeft plaatsgehad".

La chambre était composée de

Messieurs : Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. Ch. HUBERLANT.